

Résistance !

Fillion l'a dit : derrière l'attaque contre les régimes spéciaux (qui n'est ni plus ni moins qu'une remise en cause du statut à l'embauche) est annoncé d'ores et déjà le passage à 40, puis 41 années, puis 42 annuités pour une retraite à « taux plein ». Ce « taux plein » lui-même selon Santini (rappelons le secrétaire d'état à la fonction publique !) devrait être calculé non plus sur les 6 derniers mois d'exercice, mais en péréquation sur les 25 meilleures années. **Ce qui, selon la situation individuelle, signifie une baisse de retraite de 20 à 40 % (une peccadille !).**

Le taux de cotisation augmenterait sous peu de 4 points... Ceci, bien sûr, est présenté dans les réunions de « concertation » comme « non négociable » ! On mesure la perte de pouvoir d'achat sur les actifs et les futurs retraités.

Au moment où Danone annonce une augmentation des produits laitiers de 10% (hausse des prix officielle 1.8% !), le gouvernement ne prévoit qu'une augmentation de 1,1% pour les retraites en 2008 et de 1,2% des salaires de la fonction publique.

L'accès au soins va être cadenassé. **Les franchises médicales, c'est le premier pas vers le démembrement de la sécurité sociale.**

Pour les organismes, Bercy reprend d'une main ce que Péresse « donne » de l'autre ! En fait, sur l'augmentation de 112 millions d'euros alloués au CNRS, 95 millions servent à payer une augmentation du taux de cotisation des retraites. **Le budget réel du CNRS (et des autres EPST) n'augmente « en fait que de 0,6% en euros courants (inflation non comprise) »** (*Les échos du 09.10. 2007*).

La loi Péresse sur la recherche et l'autonomie des Universités permet (entre autres) de remplacer l'embauche statutaire par des CDD et des CDI sur projet à durée limitée via la généralisation des fondations. L'évaluation par les commissions scientifiques est transférée à des évaluateurs « à façon » mandaté par l'AERES pour orienter la recherche sur projets à court terme « financièrement rentables ».

Le statut de la fonction publique va être remis en cause (discours de Sarkozy) pour être remplacé par des « contrats de courte durée » partout où c'est possible.

Chacun voit que derrière les « heures supplémentaires, si on le veut, pour gagner plus » se profilent des heures supplémentaires **obligées** pour combler les trous laissés par la réduction massive des emplois publics.

Fillion l'a dit, la « rupture », c'est moins d'état, c'est-à-dire moins de services publics, moins de protection sociale, moins d'hôpitaux, moins de bureaux de poste, une remise en cause du droit de grève (en commençant par les transports), une attaque sur l'identité familiale qui débute par les test ADN sur les immigrés (avant les fichiers génétiques pour les assurances maladies ?), l'abandon de la carte scolaire...

Mais, avec une croissance économique en panne, les profits du MEDEF augmentent (Accor : +147% ; Michelin – qui ferme une usine à Toul – : +58%), et +15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux sont offerts aux foyers qui payent l'ISF.

Denis KESSLER (*Challenge*, du 4 octobre 2007) trace la route : « La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Il faut donner un coup d'arrêt à cette politique de régression sociale et de destruction de nos organismes de recherche avant qu'il ne soit trop tard !

Le SNCS appelle à la grève le 18 Octobre 2007